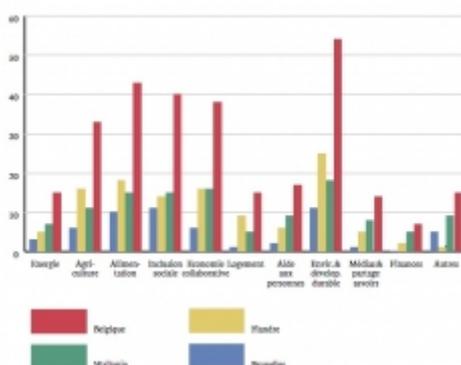


Focus sur les collectifs citoyens belges

13 décembre 2018

En novembre 2018, la Fondation Roi Baudouin a publié, dans le cadre de son Observatoire des associations et des fondations, les résultats d'un travail du *think tank* Oikos portant sur les collectifs citoyens créés en Belgique en 2015 et 2016. Définis comme « des organisations dans lesquelles des citoyens prennent eux-mêmes l'initiative de relever certains défis communs, pendant une période assez longue », faisant bouger les contours classiques de la société civile, ces collectifs sont en augmentation nette depuis une quinzaine d'années, dans divers domaines, dont celui de l'agriculture et de l'alimentation. Les auteurs ont recensé 249 créations au cours des deux années étudiées, et ont complété l'analyse par une enquête auprès de ces organisations et des entretiens. Il en ressort notamment que les initiateurs sont souvent des personnes entre 36 et 45 ans, politiquement engagées, ayant un haut niveau d'éducation, mais des revenus faibles à moyens. On note également un équilibre entre hommes et femmes.

Domaines dans lesquels les collectifs citoyens se situent eux-mêmes (en chiffres absolus, plusieurs réponses possibles)



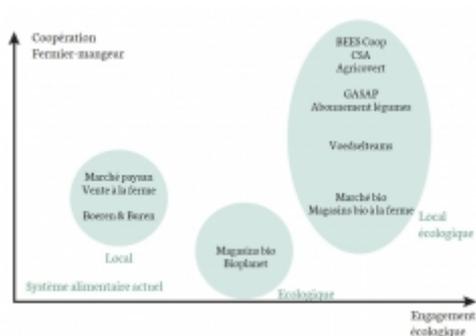
Source : Fondation Roi Baudouin

En matière agricole et alimentaire, les collectifs se forment autour de divers objectifs : approvisionnement direct auprès d'un agriculteur, création de supermarchés coopératifs et de potagers communautaires, etc. Des initiatives locales, devenues des « niches » importantes pour le système alimentaire belge, et des stratégies à l'échelle urbaine, sont détaillées. Les auteurs classent ensuite ces démarches alimentaires alternatives selon deux axes, l'engagement écologique et la collaboration entre producteurs et consommateurs (figure ci-dessous). Ces collectifs sont confrontés à des défis organisationnels (gestion horizontale vs hiérarchique, efficacité vs participation, engagement bénévole vs professionnalisation), de ressources (terres, financements, infrastructures, etc.) et institutionnels. Huit recommandations sont alors formulées : adaptation du cadre juridique belge à ces nouveaux modèles d'organisation, évolution des soutiens de la Politique agricole commune, mutualisation des connaissances et expertises entre collectifs, utilisation des opportunités du numérique sous l'angle du « platform cooperativism », inclusion de toutes les catégories de la population dans les initiatives, etc.

In fine, les auteurs appellent à ne faire preuve « ni d'un optimisme aveugle, ni

d'une sous-évaluation [du] potentiel » de ces organisations, lesquelles répondent à des « besoins sociaux concrets ». Ils incitent ainsi à plus de synergies et de complémentarité avec les grandes associations et les pouvoirs publics, et à un suivi dans le temps.

Représentation du secteur alimentaire alternatif



Source : Fondation Roi Baudouin

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : [Fondation Roi Baudouin](#)